

Quand Sarkozy plombe la France¹

Voici quelques semaines, l'entraîneur de l'équipe de France de football était remercié sans que grand monde le regrette. Outre les résultats catastrophiques des bleus, conséquence d'une gestion erratique du collectif, ses détracteurs reprochaient au coach sa morgue, son attitude méprisante, son goût du clinquant, sa capacité à diviser pour tenter de régner et ses déclarations à l'emporte-pièce. Autant de reproches – il en est bien d'autres- qui sont faits au président de la République française. « Le Domenech de la politique », Nicolas Sarkozy comme l'a titré la presse internationale ? La comparaison est tentante. Sauf que, et la nuance est de taille, un chef meute de la planète football ne risque pas de mettre en danger un pays et son peuple. Surtout, s'il est facile de se débarrasser de l'un, il n'est pas question de renvoyer un président élu à ses rêves de grandeur. Même si celui-ci bénéficie dans l'opinion française d'un capital confiance à peine supérieur à celui de l'entraîneur honni.

Certes, Nicolas Sarkozy fait des pieds et des mains pour remonter la pente et dresser un rideau de fumée devant son bilan politique catastrophique. Ainsi des fusibles ont commencé à sauter. Classique. « Le ménage commence au sein du gouvernement », titrait début juillet le quotidien suisse *Le Temps*. On avait appris la démission des secrétaires d'Etat Alain Joyandet et Christian Blanc, « sacrifiés par l'Elysée dans une tentative pour établir un couvre-feu et alléger la pression sur Eric Woerth, le ministre du Travail, attaqué pour ses relations économiques ambiguës avec Liliane Bettencourt », constatait le quotidien catalan *La Vanguardia*. Quant à la presse anglaise, celle de l'ami-ennemi multiséculaire, elle ironisait devant le sauve-qui-peut de l'Elysée : « Heureusement que nous ne sommes pas français ». Comme quoi, il n'est pas que sur le plan hexagonal que Sarko perd sa crédibilité à vitesse accélérée. « Les trois premières années de la présidence Sarkozy ont montré que le tapage médiatique n'était pas synonyme d'aboutissement concret. Quand les temps sont durs, les gens veulent de la modestie et de la sobriété au gouvernement. Reste à savoir si ces qualités sont dans les cordes du président », a pu noter le *Financial Times*.

Pas de carton rouge pour l'ami des milliardaires. Mais les avertissements se multiplient. Les sondages sont sans pitié et l'impopularité de Sarkozy patente. L'homme d'Etat est en perdition et la France va mal. Sauf du côté des plus riches qui semblent se régaler des faiblesses de l'économie. Le chef de l'Elysée ne sait plus à quel saint se vouer. Se réfugie dans les symboles, comme l'annulation de la réception traditionnelle du 14 juillet. Economie : 700 000 euros. Enième diversion d'un président illusionniste quand la famille Bettencourt, accusée de frauder le fisc et d'arroser la droite, s'est vue rembourser 30 millions d'euros au titre du « bouclier fiscal » ! Choquant jusqu'à l'écoeurement.

« Le roi est nu »

Aujourd'hui, comme a titré le quotidien suisse *Le Temps*, « En France, le roi est nu. » Il y avait, au moment de son élection en 2007, quelque chose de magique chez Nicolas Sarkozy. Son âge, son énergie, sa volonté de rupture, sa boulimie de réformes et un discours séduisant bâti sur des valeurs, comme le « travail », et des promesses, comme la « République irréprochable » (...) Trois ans plus tard, l'artifice a fait long feu (...) Nicolas Sarkozy a joué avec le feu, et il est en train de perdre. Le spectacle qui apparaît au fur et à mesure que se dissipe le nuage de fumée est affligeant : la France est surendettée, les réformes sont paralysées et l'extrême droite s'apprête à renaître de ses cendres.² »

Le 12 septembre, lors d'une intervention télévisée forcée par des événements de plus en plus incontrôlables (situation qu'il déteste plus que tout), le chef de l'Etat a tenté de reprendre pied. Mais il ne se fait sans doute aucune illusion sur ses chances de combler le fossé qui s'est creusé entre les Français et le pouvoir qu'il incarne. La France est immergée dans une crise économique et sociale causée par les politiques ultralibérales menées à Paris et dictées par l'Europe. Mais elle navigue aussi à vue dans une terrible crise politique comme le pays n'en a pas connu depuis 1968. Le président ne parvient pas à circonscrire l'incendie allumé par la mèche Woerth-Bettencourt et constamment entretenu par de nouvelles révélations. Mais les causes de la colère qui monte dans

¹ par MAURICE MAGIS, chargé de communication de l'ACJJ – juillet 2010.

² « En France, le roi est nu ». *Le Temps* du 13 juillet 2010.

l'hexagone sont plus vastes : contre-réforme sur les retraites, budget qui va frapper les plus démunis et les familles modestes, réductions de postes dans les hôpitaux ou l'enseignement...

Le gouvernement a peut-être misé sur l'illusion que le scandale Woerth-Bettencourt servirait de paravent pour détourner l'attention du monde du travail du projet sur les retraites. Bernique. D'autant que les mauvais coups annoncés se précisent. François Fillon a évoqué récemment, lors d'une conférence à Tokyo, la « rigueur » qui frappera la France, alors qu'il rejetait jusqu'à présent fermement ce terme pour qualifier les coupes budgétaires opérées par son gouvernement pour résorber la dette. Vantant devant un parterre d'hommes d'affaires nippons les mesures d'austérité lancée par Paris, le Premier ministre a déclaré: « Nous sommes très attentifs à ne pas prendre des mesures qui viendraient stopper la croissance, qui viendraient même handicaper l'effort de recherche et d'innovation ». « C'est la raison pour laquelle dans tous les budgets de l'Etat, le seul qui n'est pas soumis à la rigueur, c'est le budget de l'Enseignement supérieur et de la recherche », a-t-il lancé.

Contre-vérités

Il apparaît surtout que le sol se dérobe sous les escarpins présidentiels. Même sa capacité à manipuler les contre-vérités ne porte plus. Sur son blog dans *Le Monde*, l'économiste Jean-François Couvrat a relevé quelques uns des mensonges proférés par le président pour justifier sa politique de cadeaux aux nantis. Par exemple, en France, « personne ne paie plus de 50% de ce qu'il a gagné » (en impôts). Et une fois de plus, il a désigné son modèle : « Le bouclier fiscal existe en Allemagne depuis plus de vingt ans »... Ignorant que cette disposition fiscale a disparu outre-Rhin depuis 2006. « De tous les pays du monde, ajouta le Président, la France est celui qui taxe le plus les contribuables aisés ». Mais le seul autre pays européen disposant encore d'un bouclier fiscal, le Danemark, met la barre plus haut qu'en France : la somme des impôts sur le revenu et des taxes locales peut y atteindre 59% du revenu. Mme Liliane Bettencourt verse à l'Etat « plusieurs millions d'euros par mois », s'est écrié le Chef de l'Etat. Un exemple fort imprudent. La fortune de la dame est estimée par le magazine *Challenge* à 14 milliards d'euros. Ce qui étonne, explique Jean-François Couvrat, « ce n'est donc pas que la dame paie des impôts, c'est qu'elle en paie aussi peu (avec) un taux d'imposition de 5,7%. » Mais la sécurité ? « Nicolas Sarkozy s'est gratifié de résultats remarquables en la matière, malgré les chiffres qui font état d'une aggravation des violences aux personnes, et a reformulé ses menaces de suspension des allocations familiales aux parents en difficultés éducatives. Alors que l'on supprime des dizaines de milliers de postes d'enseignants dans les établissements qui en ont tant besoin...³ »

Il persiste et signe

Il est vrai que l'énorme majorité des Français n'attend plus rien de Nicolas Sarkozy. Ceux-ci n'ont donc même pas été déçus de l'entendre dire et répéter : « Je persiste et signe ». Son projet sur les retraites, dont le cœur est le report à soixante-deux ans de l'âge légal du départ à la retraite, reste le point d'orgue d'une politique d'hyper austérité qui aboutirait à démanteler les services publics, à bloquer les revenus du travail et à combler, aux frais du peuple, les trous consécutifs aux aides consenties aux sociétés financières... Dans le même temps, les 500 plus gros patrimoines des principaux patrons français ont explosé de 25% entre 2008 et 2009, en passant de 194 milliards d'euros à 241 milliards.

« Finalement, là réside le vrai scandale, dans ce grand écart entre un peuple à qui l'on ôte ses maigres avantages et une microminorité ultra-fortunée à qui tout est donné comme si tout lui était dû (...) La collusion de chaque instant entre les puissances d'argent et le pouvoir de droite, ne peut plus être occulté. Même des magistrats complaisants n'y parviendraient pas...Déjà deux ministres sont passés par-dessus bord. Éric Woerth s'accroche, croyant se sauver en abandonnant la trésorerie de l'UMP et ce confortable Premier Cercle, qui réunit les milliardaires abonnés aux finances du parti présidentiel⁴ » a justement relevé *L'Humanité*.

Sarkozy refuse donc d'infléchir sa sinistre politique. Mais il a toutefois bien du souci à se faire. Il n'ignore pas que « les affaires » risquent de le rattraper. Son camp use et abuse de la méthode Coué face aux attaques de

³ « Sarkozy, plus c'est gros, plus ça passe » Les blogs du Monde, le 13 juillet, par Jean-François Couvrat.

⁴ « Là où réside le vrai scandale », par Patrick Appel-Muller. *L'Humanité* du 13 juillet 2010.

l'opposition. Les élus UMP craignent un pourrissement de la situation politique. Malgré les nouvelles révélations mettant en cause Eric Woerth, ils font mine de croire que le plus dur est fait. Et montrent les canines, menaçants : « Il faut que le PS s'arrête » a ainsi menacé Eric Raoult, député de Seine-Saint-Denis, qui a conseillé au PS de « ne pas trop fouiller les poubelles ». « Le Front national et les abstentionnistes seront les principaux gagnants de ce climat de défiance, pas le Parti socialiste », a prophétisé M. Goasguen, député-maire du 16^e arrondissement de Paris. Las... A peine, ces pauvres paroles lancées, le gestionnaire de fortune Patrice de Maistre, l'avocat fiscaliste Fabrice Goguel, le photographe François-Marie Banier et Carlos Vejarano, gérant de l'île des Seychelles Arros, achetée par les Bettencourt, étaient placés en garde à vue, soupçonnés d'évasion fiscale, et un possible conflit d'intérêt d'Eric Woerth revenait à l'avant-plan.

Le président d'honneur de la Ligue française des droits de l'homme, Michel Tubiana, a justement résumé la situation : « De ce qui fût un sordide conflit familial destiné à faire les premières pages des magazines "people", on en est venu à un entrelacs mêlant le président de la République, deux ministres, un procureur, une présidente de chambre correctionnelle, des journalistes, des soupçons de fraude fiscale et de financements frauduleux de la campagne présidentielle (...)

Un récent sondage montre que c'est bien la politique et sa forme représentative qui sont doublement ébranlées. Sa capacité à changer l'état des choses était déjà atteinte, c'est maintenant sa capacité à disjoindre l'intérêt général des intérêts privés qui est mise en cause (...) Nul ne sait comment se poursuivra un feuilleton qui apporte chaque jour son lot de révélations⁵ »

L'affaire Woerth-Bettencourt est en effet devenue la série de l'été. Elle est devenue une affaire d'État. L'étau semble se resserrer autour de l'Élysée alors que l'automne social s'annonce brûlant. La France part à vau-l'eau.

⁵ « La République, les journalistes, l'argent et le président ». Le Monde du 16 juillet 2010.